

PRÉFET DU LOIRET

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

ARRETÉ

portant autorisation d'exploiter délivrée à la SCEA « ANDORMIERE »

Le Préfet du Loiret
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu les articles L 331-1 à L 331-11 du titre III du livre III du code rural et de la pêche maritime,
Vu la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole, à son environnement économique et social,
Vu les lois d'orientation agricole n° 99-574 du 9 juillet 1999 et n° 2006-11 du 5 janvier 2006,
Vu le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives, et notamment ses articles 8 et 9,
Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif,
Vu le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural (partie réglementaire)
Vu l'arrêté du 18 septembre 1985 fixant les coefficients d'équivalence pour les productions hors-sol,
Vu l'arrêté du 6 avril 2009 portant définition de listes de diplômes, titres et certificats pour l'application des articles L. 331-2 (3°) et R. 331-1, D. 343-4, L. 311-3 et D. 341-7 (3°) du code rural et de la pêche maritime,
Vu l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2013 établissant le schéma directeur des structures agricoles du département du Loiret et la valeur de l'unité de référence (UR = 92 ha),
Vu l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2015 portant délégation de signature à la directrice départementale des territoires du Loiret et l'arrêté du 8 octobre 2015 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires du Loiret.

Vu la demande n° **159877** présentée le **17 août 2015** par
la SCEA « ANDORMIERE »
Madame LELIEVRE Marie-José
Messieurs LELIEVRE Jean-Claude et Fabien
67, Impasse de l'Andormière
45270 – AUVILLIERS EN GATINAIS

tendant à être autorisée à exploiter **194,08 ha** provenant de l'exploitation du **GAEC « LELIEVRE »** (Messieurs **LELIEVRE Jean-Claude, Francis et Philippe**) – **La Douarde – 45490 CORBEILLES EN GATINAIS** pour **163,18 ha** (parcelles référencées : 45010 ZY5-ZD232-ZD234-ZD323-ZY9-ZY24-ZE49-ZE50-ZY3-ZY23-ZI33-ZI34-ZI184-ZI200-ZY7-ZI199-ZD60-ZD424-ZD429-ZY8-ZH1-ZH2-ZH98-ZY10-ZI207 – 45017 ZN12-ZP5-ZN5-ZN13-ZY12-ZN14-ZP2-ZP35-ZR3 – 45047 ZI9-ZI10-ZH4-ZI13-ZI17-ZD135-ZA104-ZA186-ZI14-ZD136-ZA187-ZH30-ZI7-ZH2-ZH3-ZA105-ZI8 – 45111 AK16-AK17-AL34-AL38 – 45186 YK27 – 45339 ZT64-ZT20-ZT63 – 45347 ZE77-ZL13-ZL144-ZL11-ZL14-ZE78 et ZL12) et de l'exploitation de la **SCEA « DU RUISSEAU »** (Mesdames **LELIEVRE Marie-José, Pascale et Catherine**) – **L'Andormière – 45270 AUVILLIERS EN GATINAIS** pour **30,90 ha** (parcelles référencées : 45045 ZT12-ZT13-YB39-YB40-ZT10-ZT11-ZR72-RC101 – 45047 ZI12-ZI11 – 45347 ZN18 et ZN19),

Vu l'avis émis par la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture, section « Structures et Économie des Exploitations » du 1^{er} OCTOBRE 2015,

Considérant :

- **que la SCEA « ANDORMIERE » (Madame LELIEVRE Marie-José 61 ans associée exploitante, Monsieur LELIEVRE Jean-Claude 61 ans associé exploitant et Monsieur LELIEVRE Fabien 38 ans associé exploitant), exploiterait après reprise une surface supérieure au seuil de 1,3 UR (194,08 ha), seuil au-delà duquel toute installation, agrandissement ou réunions d'exploitations entraîne une demande d'autorisation d'exploiter ;**
- **que la demande de la SCEA « ANDORMIERE » (Madame LELIEVRE Marie-José, Messieurs LELIEVRE Jean-Claude et Fabien) permet la création d'une société en vue d'atteindre le seuil de 2,8 UR (soit 257,60 ha pour une société avec trois associés exploitants) ;**
- **qu'aucune demande concurrente n'a été enregistrée dans les trois mois suivant l'enregistrement du dossier complet, soit le 17 NOVEMBRE 2015, sur tout ou partie des biens qui font l'objet de la demande ;**
- **que les cédants, le GAEC « LELIEVRE » (Messieurs LELIEVRE Jean-Claude, Francis et Philippe) et la SCEA « DU RUISSEAU » (Mesdames LELIEVRE Marie-José, Pascale et Catherine) ont émis un avis favorable sur cette opération ;**
- **que l'ensemble des propriétaires a été contacté par le demandeur. Un propriétaire pour une surface de 5 ares est inconnu ; les autres propriétaires ont émis un avis favorable pour cette opération ;**
- **que la commission départementale d'orientation de l'agriculture puis le préfet se sont prononcés sur la demande d'autorisation de la SCEA « ANDORMIERE » (Madame LELIEVRE Marie-José, Messieurs LELIEVRE Jean-Claude et Fabien), tout en sachant que les propriétaires sont libres de louer ou non leurs terres au bénéficiaire d'une autorisation d'exploiter.**

Sur proposition de Madame la directrice départementale des territoires du Loiret,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Est ACCORDÉE l'autorisation sollicitée par la SCEA « ANDORMIERE » (Madame LELIEVRE Marie-José, Messieurs LELIEVRE Jean-Claude et Fabien),

en vue d'exploiter 194,08 ha provenant de l'exploitation du GAEC « LELIEVRE » (Messieurs LELIEVRE Jean-Claude, Francis et Philippe) – La Douarde – 45490 CORBEILLES EN GATINAIS pour 163,18 ha et de l'exploitation de la SCEA « DU RUISSEAU » (Mesdames LELIEVRE Marie-José, Pascale et Catherine) – L'Andormière – 45270 AUVILLIERS EN GATINAIS pour 30,90 ha,

La superficie totale exploitée par la SCEA « ANDORMIERE » (Madame LELIEVRE Marie-José, Messieurs LELIEVRE Jean-Claude et Fabien) serait de 194,08 ha.

Article 2 – L'autorisation d'exploiter sera périmée si son titulaire n'a pas mis en culture le fonds considéré avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification, soit avant le 31 OCTOBRE 2017. Si le fonds est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur, sauf si la situation personnelle du demandeur au regard des dispositions du présent chapitre est modifiée.

Article 3 – Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et la directrice départementale des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision. Celle-ci sera affichée à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle est situé le bien concerné et insérée au recueil des actes administratifs.

Fait à Orléans, le 20 NOVEMBRE 2015
Pour le préfet et par délégation
Pour la directrice départementale des territoires
La chef du service agriculture et développement rural

Signé : Selma THIEBLEMONT

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à M. le Préfet du Loiret
 - un recours **hiérarchique**, adressé au ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche
- Dans ces deux cas, le silence l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours **contentieux**, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans.